

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :

083-248300543-20221215-lmc1183415-DE-1-1

Date de validation par la préfecture : mardi 20 décembre 2022

Date d'affichage : 22/12/2022

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 15 DÉCEMBRE 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 15 décembre 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

| PRESENTS | REPRESENTES | ABSENTS |
|----------|-------------|---------|
| 63 | 15 | 3 |

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 22/12/402

**CONVENTION DE
PARTENARIAT ET DE
FINANCEMENT RELATIVE A
L'ENQUETE MOBILITE,
CERTIFIEE CEREMA (EMC²)
DE LA METROPOLE TOULON
PROVENCE MEDITERRANEE
AVEC LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
PROVENCE VERTE**

PRESENTS :

Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARD, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Laurent JEROME, Mme Isabelle MONFORT, M. Franck CHOUQUET, M. Yann TAINGUY, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Valérie RIALLAND, Mme Nadine ESPINASSE, M. Francis ROUX, Mme Edwige MARINO, Mme Chantal PORTUESE, Mme Amandine LAYEC, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Magali TURBATTE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Anaïs DIR, Mme Corinne JOUVE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Pierre BONNEFOY, M. Bruno ROURE, M. Joël TONELLI, Mme Kristelle VINCENT, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, M. Guillaume CAPOBIANCO, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, Mme Valérie BATTESTI, M. Philippe BERNARDI, M. Laurent CUNEO, M. Arnaud LATIL, Mme Delphine GROSSO, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Pascale JANVIER, M. Erick MASCARO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Albert TANGUY, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, M. Philippe LEROY, Mme Béatrice BROTONS, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Bernard ROUX, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Anne-Marie METAL, M. Christian SIMON, M. Gilles BALDACCHINO.

REPRESENTES :

M. Gilles VINCENT ayant donné pouvoir à M. Ange MUSSO, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, M. Anthony CIVETTINI ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Arnaud LATIL, M. Hervé STASSINOS ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, Mme Dominique ANDREOTTI ayant donné pouvoir à Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Christophe MORENO ayant donné pouvoir à Mme Pascale JANVIER, Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, M. Laurent BONNET ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, M. Amaury CHARRETTON ayant donné pouvoir à M. Yannick CHENEVARD, Mme Basma BOUCHKARA ayant donné pouvoir à Mme Chantal PORTUESE, Mme Valérie MONDONE ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI.

ABSENTS :

M. Emilien LEONI, M. Mohamed MAHALI, M. Michel DURBANO.

Séance Publique du 15 décembre 2022

N° D' O R D R E : 22/12/402

**O B J E T : CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE
FINANCEMENT RELATIVE A L'ENQUETE MOBILITE,
CERTIFIEE CEREMA (EMC²) DE LA METROPOLE
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE AVEC LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PROVENCE
VERTE**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération N°19/03/87 du Conseil Métropolitain du 27/3/2019 relative à la décision de procéder au lancement de l'enquête ménages et déplacements,

VU la convention bipartite entre le CEREMA et la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour la réalisation de l'enquête de mobilité EMC² afin de constituer une base de données utile à la connaissance de la demande et des besoins de déplacements sur le bassin de déplacements de l'aire toulonnaise,

VU la Décision Communautaire n°BC-2022-019 du 8 juillet 2022 autorisant le Président de la CA Provence Verte à signer la convention de partenariat et de financement relative à l'Enquête Mobilité Certifiée CEREMA,

VU l'avis de la Commission Mobilités du 9 décembre 2022,

VU la convention de partenariat, ci-annexée,

CONSIDERANT la nécessité de préciser les conditions de réalisation de l'Enquête Mobilité Certifiée CEREMA (EMC²),

CONSIDERANT la nécessité de formaliser les engagements et les modalités de participation financière de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et les partenaires,

CONSIDERANT la nécessité de d'encadrer l'utilisation des données de l'Enquête Mobilité Certifiée CEREMA (EMC²),

CONSIDERANT la demande de participation financière adressée à chaque partenaire en fonction du périmètre de la population de chaque collectivité,

CONSIDERANT les crédits inscrits au Budget Principal de la Communauté d'Agglomération Provence Verte en date du 8 juillet 2022,

CONSIDERANT que le montant total de l'enquête est de 1 124 932 € HT, dont :

| | |
|-----------|---|
| 748 720 € | pour la réalisation du cœur d'enquête, de l'option week-end et de la communication dont 128 000€ seront financés par l'Etat |
| 50 500 € | pour la réalisation de l'Enquête « Week-end » |
| 135 000 € | pour l'assistance méthodologique CEREMA |
| 19 685 € | pour l'assistance Communication |
| 35 900 € | pour l'avenant 1 lié au report de la phase 1 de l'EMC ² en raison de la crise sanitaire |
| 135 127 € | pour l'avenant 2 lié au report de la phase 1 de l'EMC ² en raison de la crise sanitaire |

CONSIDERANT que ce montant a été imputé sur le Budget Annexe Transports, opération 42211, selon les marchés 118RL20 et 19MAP2021 engagés en totalité,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER le Président à signer la convention de partenariat et de financement relative à l'Enquête Mobilité Certifiée CEREMA (EMC²) entre la Communauté d'Agglomération Provence Verte (CAPV) et la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 2

DE DIRE que les recettes d'un montant de 21 687 € correspondant à la participation de la Communauté d'Agglomération Provence Verte seront perçues sur le BA 01 Transports à l'article 758.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 15 décembre 2022

Hubert FALCO

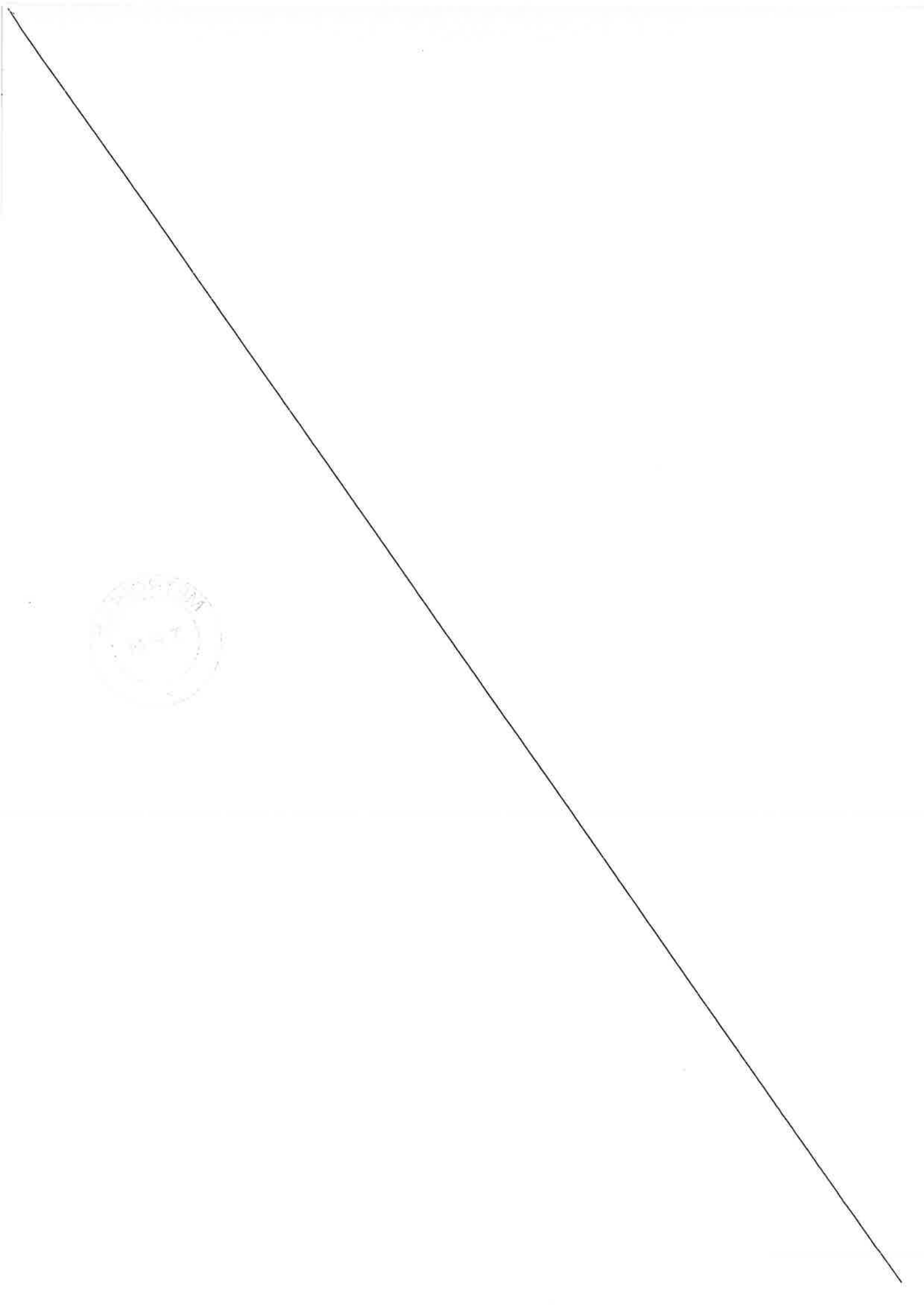
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR 78

CONTRE 0

ABSTENTION 0





Brignoles, le 5 août 2022

Monsieur Didier BREMOND
Président de l'Agglomération Provence Verte
Vice-président du Conseil Départemental du Var
Maire de Brignoles

A

Monsieur Hubert FALCO
Président de la Métropole Toulon Provence
Méditerranée
Maire de la Ville de Toulon
Hôtel de la Métropole
107, boulevard Henri Fabre – CS 30536
83041 Toulon Cedex 09

N/Réf : DB/JMC/EM/FD/MD/SR/3579/août 2022
Affaire suivie par : François DONZELOT
06.12.43.48.20
✉ fdonzelot@caprovenceverte.fr

Objet : Enquête Mobilité sur le bassin des déplacements de la Métropole Toulonnaise

Monsieur le Président,

La Communauté d'Agglomération de la Provence Verte a approuvé par délibération n° BC-2022-019 du Bureau communautaire du 8 juillet 2022 la signature de la convention de partenariat et financement dans le cadre de la réalisation de l'Enquête Mobilité certifiée CEREMA (EMC²) sur le bassin des déplacements de la Métropole Toulonnaise d'un montant de 21 687 € HT.

Je vous prie de trouver, ci-joint, la convention de partenariat et de financement entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et l'Agglomération Provence Verte, signée par notre Président en deux exemplaires originaux.

Je vous remercie de bien vouloir nous renvoyer un exemplaire original signé des parties.

La Direction des Transports et de la Mobilité de l'Agglomération se tient à disposition de vos services pour vous apporter tout renseignement relatif à ce dossier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.



Didier BREMOND



Copie : Monsieur Yannick CHENEVARD – Vice-président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée
Monsieur Jean-Michel CONSTANS – Vice-président de l'Agglomération Provence Verte



CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT
relative à l'Enquête Mobilité Certifiée Cerema (EMC²) de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, désignée ci-après par la « MTPM » dont le siège est situé au n° 107 boulevard Henri Fabre CS30536 83041 Toulon Cedex 9, en vertu de la délibération n° du 2022, représentée par son président, Monsieur Hubert FALCO

Et

La Communauté **d'Agglomération Provence Verte**, désignée ci-après par la « CAPV » dont le siège est situé au Quartier de Parle, 174 route départementale 554, 83170 BRIGNOLES, en vertu de la délibération n° BC-2022-019 du 8 juillet 2022, représentée par son président, Monsieur Didier BREMOND

PREAMBULE

Les enquêtes déplacements auprès des ménages, appelées couramment « Enquêtes mobilités-déplacements » et désormais appelées « enquête mobilité certifiée Cerema » (EMC²), sont menées auprès d'un échantillon aléatoire de la population et stratifié géographiquement.

L'enquête est une photographie des déplacements réalisés par les habitants d'un territoire, un jour moyen de semaine, par tous les modes de transport. Elle apporte des informations socio-économiques, elle donne des renseignements sur la mobilité quotidienne, les habitudes de déplacements ainsi que sur l'opinion et la satisfaction des habitants.

C'est un outil essentiel à la connaissance du territoire, à la planification locale et à l'évaluation des projets. Cette enquête est fondamentale pour la connaissance fine des pratiques de déplacements, les diagnostics des PDU, rapports de présentation des PLU, PLUi, SCoT et des Plans Climat.

Cet outil permet également de réaliser les évaluations environnementales et d'orienter ou prioriser les projets d'investissements.

En outre, cette enquête est destinée à apprécier l'intérêt des futurs projets d'investissement pour les collectivités, les données qui en sont issues venant compléter l'évaluation socio-économique qui permet également de valoriser sous forme monétaire les effets des projets d'infrastructures en termes sociaux (amélioration de la sécurité), économiques (réduction des temps de transport) et environnementaux (bruit, pollution atmosphérique, émissions de CO²).

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a besoin d'une bonne connaissance des déplacements sur cet espace territorial et de disposer d'outils communs d'aide à la décision afin de mettre en œuvre des politiques concertées efficaces en matière de transports collectifs urbains et interurbains, ainsi qu'en matière de circulation, des modes actifs et de stationnement en cohérence avec les politiques d'aménagement du territoire.

Pour atteindre ces objectifs, l'enquête Mobilité, certifiée CEREMA (EMC²) constitue la seule source d'information disponible pour analyser les pratiques de mobilité de toutes les catégories de personnes et l'ensemble des modes de transport aux différentes échelles d'un territoire. C'est donc un outil indispensable pour élaborer et évaluer les politiques de mobilité. En effet, les démarches de planification des grandes infrastructures de transport, d'élaboration ou de suivi des schémas de transport et des Plans de Déplacements Urbains ainsi que des documents d'urbanisme tels que les Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT), les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU)..., nécessitent une connaissance fiable et précise des comportements de mobilité de la population.

Aussi, il a donc été envisagé de réaliser une enquête globale de déplacements afin de recueillir et d'actualiser les éléments de connaissance de la situation sur l'ensemble du territoire et de tirer enseignement des principaux résultats.

Le périmètre envisagé s'est étendu au-delà des seules limites métropolitaines et a pris en considération l'ensemble du bassin de déplacements de la Métropole Toulonnaise.

La présente convention précise le contenu de l'enquête mobilité et les modalités de participation des partenaires à la réalisation, au suivi et au financement de cette enquête.

Au-delà des contributions des partenaires, l'État, par le Ministère de la transition écologique et solidaire, apporte sa propre contribution financière, via une convention déjà signée, à la réalisation de l'enquête mobilité par le versement d'une subvention. Il prend également en charge l'assistance à maîtrise d'ouvrage de l'enquête ménages-déplacements réalisé par le CEREMA, assistance qui apparaît nécessaire compte tenu notamment de l'importance de l'opération et des délais de réalisation. Celle-ci a fait l'objet de convention bipartite entre La Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Cerema.

EN CONSEQUENCE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

L'objet de la présente convention est de préciser les conditions de réalisation de l'enquête mobilité certifiée Cérema (EMC²), de formaliser les engagements et les modalités de participation financière de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) et de la Communauté d'Agglomération Provence Verte, et d'encadrer l'utilisation des données de l'enquête.

ARTICLE 2 - PERIMETRE DE L'ENQUETE MOBILITE

Le périmètre de l'enquête s'étend au-delà des seules limites métropolitaines et prend en considération l'ensemble du bassin des déplacements de la Métropole Toulonnaise, ces territoires présentant de forts échanges avec la Métropole. En outre, ce périmètre correspond à celui de l'enquête de 2008, étendu à la Base Navale, et autorisera toutes les comparaisons entre les deux enquêtes ce qui constitue un atout majeur d'analyse.

Elle s'est déroulée sur 44 communes, représentant près de 630 000 habitants. L'objectif de ce périmètre est de maintenir la cohésion avec ceux des enquêtes précédentes et des documents d'urbanisme.



ARTICLE 3 - CONTENU DE L'ENQUETE MOBILITE.

L'enquête s'est effectuée selon le nouveau standard d'enquête certifié par le CEREMA, appelé « Enquête Mobilité Certifiée CEREMA » (EMC²). Elle comprend :

- Un recueil de données auprès des ménages en face à face et par téléphone pour l'enquête cœur et pour les enquêtes complémentaires
- Les exploitations de ces données
- L'analyse commune des principaux résultats
- La publication des résultats généraux
- La mise à disposition des données aux signataires
- Le plan de communication mis en œuvre tout au long de la démarche

Elle comprend deux volets :

- Une **enquête ménages-déplacements**, appelé « Cœur d'enquête », sur le périmètre décrit à l'article 2, en maintenant un découpage qui permette de mesurer et d'analyser les évolutions des déplacements.
- Une **option standardisée**, permettant de décrire les mobilités le week-end.

3.1 Le Recueil de données

L'enquête mobilité est réalisée selon la méthode standard CEREMA actualisée et réputée connue et acceptée par les partenaires. Elle doit conserver la comparabilité avec les précédentes enquêtes réalisées sur le bassin des déplacements de la Métropole toulonnaise, dont la dernière, en 2008, afin de pouvoir analyser les évolutions des déplacements sur ces secteurs.

L'enquête est réalisée auprès d'un échantillon estimatif, choisi aléatoirement dans le périmètre défini à l'article 2, afin de recueillir 11 520 questionnaires répartis à 50% via une enquête téléphonique (soit 5 760 personnes) et 50% via une enquête face à face à domicile (2520 ménages minimum).

3.2 L'exploitation des données

L'exploitation standard de l'enquête mobilité du territoire permet une comparaison avec les enquêtes précédentes et avec les autres territoires français enquêtés. Elle sera assurée par le CEREMA.

3.3 Les résultats généraux

Un rapport de présentation des résultats généraux sera établi et proposé au comité technique (cf. § 5), puis validé en comité de pilotage (cf. § 5).

La publication de ces résultats fera l'objet d'un document commun et de documents spécifiques pour chaque partenaire.

3.4 Le plan de communication

Le plan de communication comporte trois grandes étapes :

- En amont : campagne d'information auprès des élus locaux et de la population sur le travail de repérage des enquêteurs sur le terrain,
- Pendant l'enquête : informer et motiver la population de l'intérêt de la démarche et de l'importance de la participation à l'enquête, informer par courrier les ménages de la collecte des données,
- En aval : publication des principaux résultats.

Tous les documents (dossiers, plaquettes, dépliants...) seront communiqués au comité technique.

3.5 Les prolongements potentiels

Le comité de pilotage, dont la composition est définie à l'article 5, peut, au vu des résultats et du contexte sanitaire, décider d'enquêtes, d'exploitations ou d'analyses complémentaires.

Par ailleurs, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et les partenaires, peuvent, pour leurs besoins propres, réaliser des exploitations et des analyses complémentaires.

Le financement de ces études complémentaires est assuré dans les conditions prévues à l'article 9.3.

ARTICLE 4 – CONDITION D'EXECUTION DE L'ENQUETE MOBILITE

4.1 Maîtrise d'ouvrage et coordination du programme

La Métropole Toulon Provence Méditerranée assure la maîtrise d'ouvrage de l'enquête globale de déplacements et à ce titre est chargée de procéder, dans le respect des règles prévues par le code des marchés publics, à l'organisation de l'ensemble des opérations d'attribution des marchés nécessaires pour la réalisation de cette opération.

Elle veille à la coordination de l'ensemble du programme et à son bon déroulement.

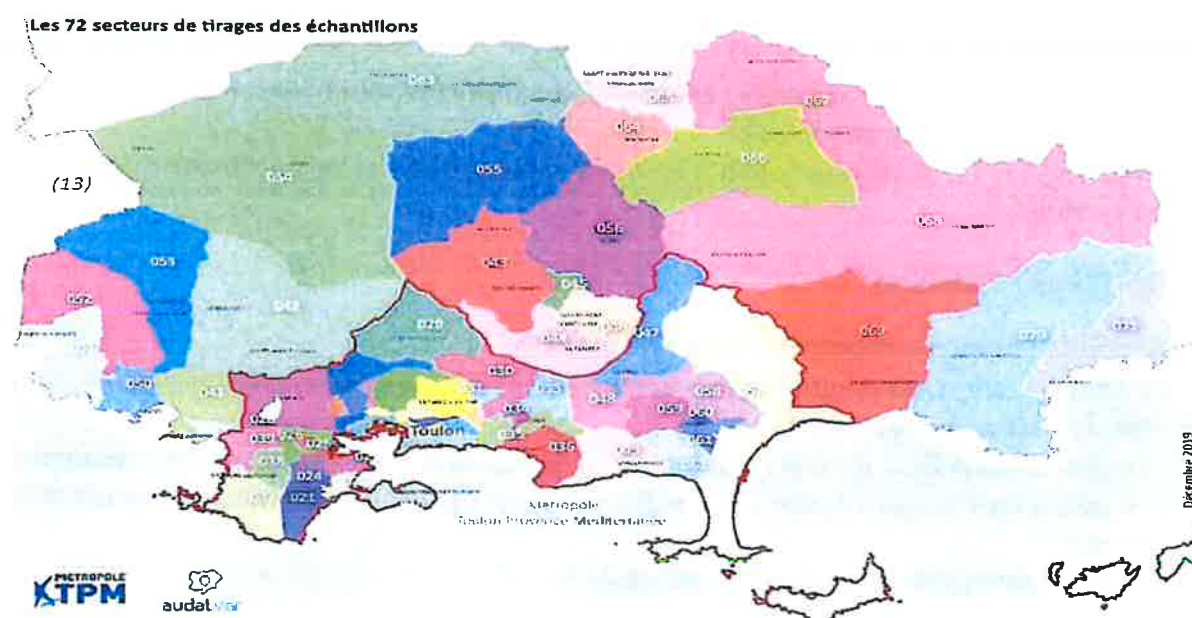
Elle est assistée par le CEREMA Méditerranée.

4.2 L'enquête mobilité et son exploitation standard

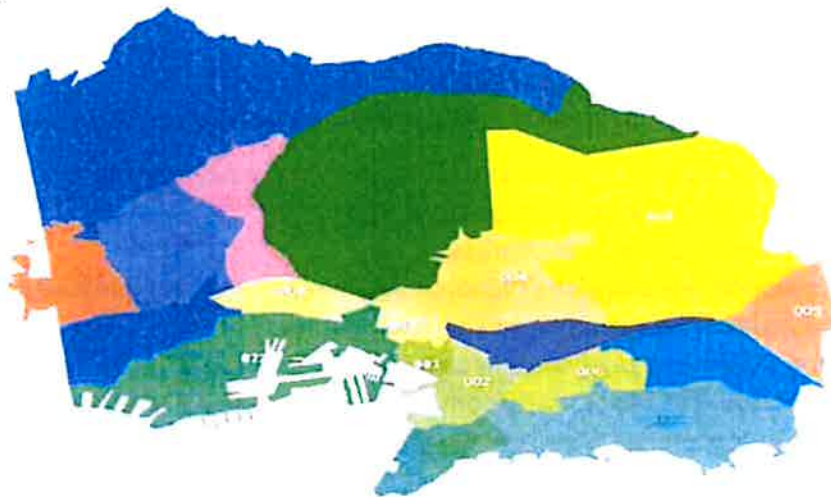
Les spécifications de l'enquête à réaliser sont définies par le CEREMA.

La Métropole contracte dans le cadre du marché ad hoc, avec des organismes compétents pour réaliser ce type d'enquête.

L'enquête a portée sur 72 secteurs de tirage évalués en fonction de la demande de chaque partenaire. A l'intérieur de chacun de ces secteurs ont été interrogés en face à face, 35 ménages quel que soit le nombre de personnes du ménage âgées de 5 ans et plus et 80 personnes de 5 ans et plus par téléphone. Dans chaque secteur de tirage, le nombre total de personnes interrogées n'a été inférieur à 160.



Zoom sur Toulon :



4.3 Analyse et publication des résultats

L'analyse des résultats sera effectuée par le CEREMA, sous la conduite du Comité Technique.
La publication des résultats sera préparée par le Comité Technique et assurée selon les modalités fixées par le Comité de Pilotage.

4.4 Suivi technique de l'Etude

Le CEREMA garantit la bonne adaptation de la méthodologie « Enquêtes mobilités certifiées Cerema » nationale aux besoins et spécificités locales, tout en garantissant la comparabilité nationale des données obtenues.

Il s'assure au cours de l'étude du respect des règles standard édictées dans la définition des 3 Enquêtes mobilités certifiées Cerema » et de la qualité des données recueillies destinées à alimenter la base de données nationales.

Pour cela, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a conclu avec le CEREMA une convention définissant les modalités partenariales de suivi de l'enquête mobilités certifiée Cerema.

ARTICLE 5 - MODALITES DE SUIVI DE L'ENQUETE MOBILITE

5.1 Comité de Pilotage

Le Comité de Pilotage est composé des représentants des collectivités et de l'État associés au programme de l'enquête mobilité.

Il est présidé par le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, ou son représentant, en tant que maître d'ouvrage

Le comité de pilotage a pour missions d'approuver :

- La nature et le contenu des enquêtes,
- Les clés de répartition des financements,
- L'analyse et la publication des résultats,
- Les modalités de conservation des données collectives,

Il est convoqué et animé par la Métropole Toulon Provence Méditerranée qui en assure le compte rendu
Le comité de pilotage valide les propositions du comité technique.

5.2 Comité technique

Le comité technique est composé à minima :

- Des techniciens de chaque collectivité,
- Des techniciens représentant l'Etat,
- Des techniciens du Cerema Méditerranée pour l'assistance méthodologique.

Le comité technique est chargé d'assurer le pilotage technique de l'opération avec l'appui de l'assistance à maîtrise d'ouvrage notamment pour ce qui concerne :

- L'élaboration du cahier des charges,
- La préparation des enquêtes (découpage, plan de sondage, questionnaires),
- Le suivi de leur réalisation et de leur exploitation,
- La préparation de la publication des résultats,
- La préparation des réunions du comité de pilotage et la présentation des dossiers.
- De manière générale, d'assurer l'ensemble du suivi technique.

Il est convoqué et animé par la Métropole Toulon Provence Méditerranée qui en assure le compte rendu. En outre, au-delà des premiers résultats, une réflexion devra être menée quant à la pérennisation des données de l'enquête ménages-déplacements et de la mutualisation des analyses ainsi que du partenariat mis en œuvre à l'occasion de cette opération.

ARTICLE 6 – PROPRIETE ET MISE A DISPOSITION DES DONNEES

6.1 - Propriété des données

En tant que concepteur de la méthode, le CEREMA est titulaire des droits de propriété intellectuelle (droits d'auteur) portant sur « l'Enquête mobilité certifiée CEREMA ».

Les droits sui generis, c'est-à-dire propres à « l'enquête mobilité certifiée Cerema sur le bassin de déplacements de la Métropole Toulonnaise », sont attribués à la Métropole TPM.

Ainsi, le fichier des données issu de l'enquête mobilité est la propriété du maître d'ouvrage.

6.2 – Protection des données à caractère personnel

Les personnes qui ont accès aux données individuelles sont tenues au respect de toutes les règles du secret statistique, conformément à la loi 51.711 du 7 juin 1951.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre s'engagent à respecter le secret statistique tant en ce qui concerne la collecte que la diffusion des données. En application de la loi 78.17 du 6 janvier 1978, le traitement, pour être mis en œuvre, devra avoir reçu l'avis favorable de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

La Métropole, en tant que maître d'ouvrage, est chargée d'effectuer la déclaration auprès de la CNIL et se porte garante de l'utilisation des données auprès du comité de pilotage et du comité technique.

6-3 - Utilisation des données.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée se porte garant de l'utilisation des données auprès du comité de pilotage.

Les partenaires disposent d'un accès aux données de base et peuvent les utiliser pour des études non prévues à la présente convention. Ils doivent pour cet accès avoir préalablement obtenu la validation technique de la Métropole TPM en tant que Maître d'Ouvrage.

Tout organisme ou collectivité non signataire qui souhaiterait utiliser les données de base de l'enquête, pour des études non prévues à la présente convention, devra demander l'accord de la Métropole TPM

qui en informera les signataires de la convention. La Métropole TPM s'engage à ne pas recevoir de contrepartie financière de l'autorisation à l'utilisation de ces données.

ARTICLE 7 – CALENDRIER PREVISIONNEL DE L'ENQUETE

L'enquête s'est déroulée sur une durée évaluée à 18 mois qui se décomposaient comme suit :

- Préparation de l'enquête (6 mois)
- Enquête auprès des habitants (6 mois)
- Traitement des résultats (6 mois)

Le calendrier prévisionnel de la préparation, réalisation et exploitation de l'enquête a été le suivant :

| | |
|-------------------------|---|
| Septembre 2020 : | - Mise en place du comité technique partenarial, |
| Octobre 2020 : | - Travail méthodologique et sollicitation des partenaires - Démarrage de la phase repérage |
| Novembre 2020 : | - Phase de recueil des données suspendue par OS suite crise sanitaire Covid 19 |
| Janvier 2021 : | - Reprise de la collecte des données puis suspension par OS suite crise sanitaire |
| Septembre 2021 : | - Reprise de la collecte des données sur 11 semaines (au lieu de 16) |
| Décembre 2021 : | - Prolongation de la phase 2 de collecte de données de 3 semaines |
| Janvier 2022 : | - Fin de la phase 2 de recueil des données |
| Avril 2022 : | - Apurement des données |
| Septembre 2022 : | - Restitution des premiers résultats bruts |
| Décembre 2022 : | - Synthèse des résultats |

Ce calendrier est présenté à titre indicatif. Des modifications pourront lui être apportées, sans que celles-ci ne doivent donner lieu à la passation d'un avenant.

ARTICLE 8 – COUT DE L'ENQUETE MOBILITE

L'enquête mobilité EMC², avec ses 2 avenants liés au report dû à la crise sanitaire Covid19, estimée à **940 000 € HT** au préalable, a été révisée pour un montant total de **1 124 932 € HT**, réparti comme suit :

| Coût détaillé de l'opération | |
|-------------------------------------|-------------------------|
| Missions | Coûts (Euros HT) |
| Cœur d'enquête | 748 720 |
| Enquête « Week-end » | 50 500 |
| Assistance méthodologique CEREMA | 135 000 |
| Assistance Communication | 19 685 |
| Avenant 1 EMC ² | 35 900 |
| Avenant 2 EMC ² | 135 127 |
| Total Coût EMC² | 1 124 932 |

ARTICLE 9 – FINANCEMENT DE LA REALISATION ET DE L'EXPLOITATION DE L'ENQUETE

9.1 – Plan de financement

La répartition indicative prévisionnelle des co-financements s'établit selon un tableau de répartition des financements demandés auprès de chaque partenaire.

En effet, la Métropole TPM a sollicité des financements auprès d'autres partenaires concernées par cette Enquête Mobilité afin de venir en déduction de sa part de financement.

| Partenaires | Clés de répartition | Montants estimés €HT |
|-------------------------------|---------------------|----------------------|
| Provence Verte | 1,93% | 21 687 |
| sous Total partenaires | | |
| Reste à financer TPM | | |
| TOTAL | 100% | 1 124 932 |

9.2 – Échéancier prévisionnel

Le versement des participations est prévu sur les exercices 2022 et 2023. Les versements s'effectueront au fur et à mesure du déroulement de l'opération comme définit à l'article 10.

9.3 – Financement d'exploitations complémentaires

Si des exploitations complémentaires autres que celles **prévues** à la présente convention et validées par le comité de pilotage devaient augmenter l'estimation maximale des dépenses établie à l'article 3, leur financement ferait alors l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 10 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE

La participation financière à l'étude des partenaires sera versée à la Métropole Toulon Provence Méditerranée de la manière suivante :

- Une avance de 80% du montant de la participation financière au vu d'un document permettant d'attester la fin des phases 1 (repérage) et 2 (collecte) de l'EMC² 2020-2021 sera demandé aux partenaires sur 2022.
- Le reliquat de 20% à l'issue de la phase 3 d'apurement et de restitution des données, au vu d'un état définitif des dépenses réalisées,

Le solde, au vu d'un état définitif des dépenses réalisées, visé en original par le comptable public du bénéficiaire et sous réserve de la transmission du rapport final des études et des documents de communication liés à l'exploitation de l'EMC² 2021/2022.

Les versements seront effectués sur le compte numéro de compte RIB ouvert à la Banque de France

Code banque : 30001

Code guichet : 00831

N° de compte : C8330000000

ARTICLE 11 – VALIDITE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date de sa signature par le dernier des signataires et correspond à la durée nécessaire à la réalisation des enquêtes, leur exploitation, les analyses générales et leur publication et durera jusqu'à la fin de l'opération prévue fin 2022.

ARTICLE 12 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention ne pourra être modifiée que par avenant signé entre les parties pour la durée résiduelle d'application de la convention.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention initiale, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1. Etant attaché à la présente convention, tout avenant sera soumis aux mêmes dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les conséquences qu'elle emporte. L'autre partie dispose d'un délai de 2 mois pour y faire droit.

ARTICLE 13 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des deux parties, en cas de non-respect ou exécution des engagements pris, à l'expiration d'un délai de 2 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse.

ARTICLE 14 – LITIGES

En cas de désaccord dans l'exécution ou l'interprétation de la présente convention et avant toute action contentieuse proprement dite devant le tribunal administratif compétent, les parties s'engagent à épuiser toutes les possibilités de conciliation.

ARTICLE 15 – MESURES D'ORDRE

Les parties font élection de domicile en leur siège respectif pour l'exécution de la présente convention.
Les frais de timbre et d'enregistrement seront à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre le présent contrat à la formalité.

La présente convention est établie en onze exemplaires originaux, un pour chacun des signataires

Fait à Toulon, le

**Pour la Métropole Toulon Provence
Méditerranée (MTPM)**
Le Président

**Pour la Communauté d'Agglomération
Provence Verte**
Le Président



**REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU VAR**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DE LA PROVENCE VERTE**

Séance du 8 juillet 2022

Nombre de délégués des Communes en exercice : 30
Nombre de membres présents ou représentés : 28

Délibération n° BC-2022-019

Objet de la délibération : Délibération relative à la signature de la convention de partenariat et de financement relative à l'Enquête Mobilité Certifiée Cerema (EMC²) de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

L'an deux mil vingt-deux, le huit juillet, à 09h00, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte, régulièrement convoqué, s'est réuni en nombre prescrit par la loi, en session, à Hall des expositions à Brignoles, sous la présidence de Monsieur Didier BREMOND, Président, sur la convocation qui leur a été adressée le 1 juillet 2022.

Présents : BREMOND Didier, FABRE Gérard, DEBRAY Romain, BOURLIN Sébastien, CONSTANS Jean-Michel, GIULIANO Jérémy, PERO Franck, GUISIANO Jean-Martin, ARTUPHEL Ollivier, LOUDES Serge, AUDIBERT Eric, PAUL Jacques, BONNET Jean-Luc, BRINGANT Gilbert, CLERCX David, DECANIS Alain, FAUQUET-LEMAITRE Arnaud, GROS Michel, GUEIT Laurent, HOFFMANN Olivier, PAILLARD Carine, PORZIO Claude, RAVANELLO Alain, RULLAN Nicole, TONARELLI Patrice, LASSOUTANIE Chantal, DELZERS Catherine, SIMONETTI Pascal.

Absent ayant donné procuration :

- FELIX Jean-Claude donne procuration à BREMOND Didier.

Absent : VERAN Jean-Pierre.

Secrétaire de Séance : Nicole RULLAN

Monsieur Jean-Michel CONSTANS expose :

VU le Code des Transports ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;

VU la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'Orientation des Mobilités (LOM) ;

VU la délibération n° 2020-157 du Conseil de Communauté du 11 juillet 2020 portant délégation d'attributions du Conseil de Communauté d'Agglomération au Bureau communautaire ;

VU la délibération n° 2019-246 du Conseil de Communauté du 14 novembre 2019 approuvant le lancement d'une Enquête Mobilité Certifiée Cerema – EMC² ;

VU la délibération n° 19/03/87 du Conseil métropolitain du 27 mars 2019 relative à la décision de procéder au lancement de l'enquête ménages déplacements ;

CONSIDERANT que le Conseil Régional est autorité organisatrice de la mobilité ;

CONSIDERANT que la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte, compétente en matière de transports, est autorité organisatrice de la mobilité sur son ressort territorial ;

CONSIDERANT que l'enquête mobilité apporte des informations socio-économiques et donne des renseignements sur la mobilité quotidienne, les habitudes de déplacements ainsi que sur l'opinion et la satisfaction des habitants ;

CONSIDERANT que, dans un souci de cohérence et d'économie d'échelle, mais également pour coordonner les interventions et optimiser les investissements publics, l'enquête mobilité lancée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée et réalisée sur un périmètre étendu concerne huit communes faisant partie de l'Agglomération Provence Verte ;

CONSIDERANT que cette enquête sera réalisée sur les communes de Forcalqueiret, Garéoult, Mazaugues, Méounes les Montrieux, Néoules, Rocbaron, La Roquebrussanne et Sainte Anastasie ;

CONSIDERANT que cette enquête dont le montant global est estimé à 1 124 932 euros, permet d'apprécier des infrastructures, de calibrer l'évolution des services de mobilité, d'ajuster et de prioriser les futurs investissements des différents partenaires de l'enquête à différentes échelles ;

CONSIDERANT que les apports de cette enquête sont bénéfiques et nécessaires pour les différentes politiques locales (sociale, environnementale, mobilité, etc.) ;

CONSIDERANT la nécessité de valider les termes de la convention entre la Communauté d'Agglomération et la Métropole Toulon Provence Méditerranée fixés par la délibération du Conseil métropolitain pour l'utilisation des données produites ;

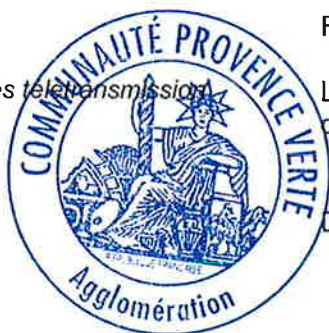
Il est demandé au Bureau communautaire :

- **d'autoriser le Président ou son représentant à signer la convention de partenariat et de financement relative à l'Enquête Mobilité Certifiée Cerema (EMC²) de la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour un montant de 21 687 euros HT,**
- **d'autoriser le Président ou son représentant à signer tout document ou acte relatif à cette affaire, et**
- **de dire que les crédits sont inscrits au budget annexe Transports 2022.**

Après en avoir délibéré, le Bureau de Communauté adopte, à l'unanimité, cette délibération.

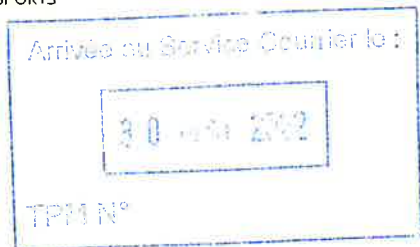
Fait et délibéré à Brignoles, le 8 juillet 2022

Acte rendu exécutoire après transmission
le
et affichage le



Le Président
de l'Agglomération Provence Verte

Didier BREMOND



Brignoles, le 16 mai 2022

Monsieur Didier BREMOND
Président de l'Agglomération Provence Verte
Vice-président du Conseil Départemental du Var
Maire de Brignoles

A

Monsieur Hubert FALCO
Président de la Métropole Toulon Provence
Méditerranée
Maire de la Ville de Toulon
Hôtel de la Métropole
107, boulevard Henri Fabre – CS 30536
83041 Toulon Cedex 09

N/Réf : DB/JMC/EM/FD/MD/SR/2355/mai 2022

Affaire suivie par : François DONZELOT

☎06.12.43.48.20

✉ fdonzelot@caprovenceverte.fr

Objet : Enquête Mobilité sur le bassin des déplacements de la Métropole Toulonnaise

Monsieur le Président,

Ch Hubert,

Par courrier en date du 3 mai dernier, votre Directeur général des services me fait part d'une augmentation de la participation financière de l'Agglomération Provence Verte dans le cadre de la réalisation de l'Enquête Mobilité certifiée CEREMA (EMC²) de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, surcoût lié principalement aux avenants du marché réalisés suite à la crise sanitaire et des mesures gouvernementales exceptionnelles.

Considérant l'intérêt de ces données pour les projets de mobilité intercommunaux et l'accord favorable de l'Agglomération à la demande de participation initiale apporté en décembre 2020, j'ai le plaisir de répondre favorablement à la participation majorée d'un montant de 21 687 € HT. Pour des modalités administratives et financières, j'invite vos services à transmettre à l'Agglomération la convention finale ainsi que les données dès la fin de la réalisation de l'enquête.

La Direction des Transports et de la Mobilité de l'Agglomération se tient à disposition de vos services pour vous apporter tout renseignement relatif à ce dossier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.



Didier BREMOND

Ants

Copie : Monsieur Yannick CHENEVARD – Vice-président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée
Monsieur Jean-Michel CONSTANS – Vice-président de l'Agglomération Provence Verte

